

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 18/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TDI TREVE DINDES INDUSTRIE

Moulin de Saint Caradec
22600 TREVE

Code AIOT : 0005503588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement TDI - TREVE DINDES INDUSTRIE implanté au lieu-dit Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre des événements pluvieux survenus depuis début janvier 2026, une alerte Vigilance Crue a été déclenchée par la préfecture des Côtes d'Armor pour la rivière l'Oust le 21 janvier 2026.

Dans les installations classées pour la protection de l'environnement, l'inondation peut conduire à des pertes économiques, mais également à la survenue d'accidents et/ou de pollutions.

L'inspection réalisée le 28 janvier 2026 avait pour objectif de constater les impacts de la crue de l'Oust sur les installations et les mesures de gestion mises en place par les exploitants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TDI TREVE DINDES INDUSTRIE
- Le Moulin de Saint-Caradec - 22600 Trévé
- Code AIOT : 0005503588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TDI est spécialisé dans la découpe de volailles (dindes prêtes à découper - PAD), la fabrication de préparations de viande et la séparation mécanique de viande (VSM) haute qualité (basse pression) par désossage mécanisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2-3	Demande d'action corrective	2 mois
2	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 5-2	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Étude de dangers – risque inondation	Code de l'environnement, article L.181-25	Demande de justificatifs à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Enlèvement des eaux usées	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La crue du 21/01/2026 a entraînée la montée des eaux dans la zone nord de l'installation rendant la zone arrière du site et les quais d'expédition inaccessible aux véhicules légers et aux poids lourds.

Le site ne dispose pas de procédures avec les actions à engager lors d'un épisode de crue pour une mise en sécurité des installations. Le niveau d'eau sur le site n'a pas atteint les installations dites à risque : conteneur Installation froid fonctionnant à l'Ammoniac, transformateur et cuve de gaz.

L'inspection a permis de constater que la gestion des déchets de dégrillage n'était pas assurée : déversement, transfert des bacs pour enlèvement.

Par ailleurs, les nombreux matériels (IBC, bacs plastiques, palettes plastiques...) stockés aux abords du site et flottants lors de la crue pourraient entraîner des dégâts sur d'autres équipements. Il conviendra de limiter leur stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2-3
Thème(s) : Autre, Entretien des abords
Prescription contrôlée : [...] <p>L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantation, engazonnement, etc).</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de matériels (caisse plastiques de différents formats, palettes plastiques) et d'équipements hors d'usage (ballon d'eau chaude, IBC vides) aux abords du site et flottants.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant limitera le stockage de matériel aux abords du site afin d'une part de faciliter l'accès aux engins de secours et limiter le risque d'incendie (en fonctionnement normal) et d'autre part afin d'assurer la sécurité des équipements susceptible d'être impactés par les équipements flottants.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 5-2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dégrillage prétraitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol,...). [...]</p> <p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité <p>Lors de l'inspection il a été constaté la présence de plusieurs IBC, palettes plastiques, palettes bois, de nombreux bacs plastiques empilés et autres matériels aux abords de l'installation.</p> <p>La montée des eaux a fait dériver plusieurs de ces équipements dont une partie flottait près des quais d'expédition.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déversement <p>Lors de l'inspection il a été constaté un déversement de déchets de dégrillage issus du prétraitement des eaux usées.</p> <p>Un débordement venait d'avoir lieu et des traces plus anciennes ont été observées en contrebas du dispositif de prétraitement.</p> <p>Par ailleurs, il a été observé un dépôt blanc et graisseux à la surface de l'eau dans la partie de l'installation inondée.</p> <p>La montée des eaux rend inaccessible les quais d'expéditions et la zone arrière du site pour les véhicules légers et les poids lourds.</p> <p>L'enlèvement des déchets de dégrillage par la société SECANIM nécessite le transfert des bacs à l'entrée du site en passant par la zone inondée.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre un dispositif stoppant le prétraitement en cas d'atteinte du niveau haut du bac de récupération des déchets du prétraitement des eaux usées ou un dispositif de rétention sous le bac de stockage des déchets de dégrillage évitant tout déversement.</p> <p>Par ailleurs, la société en charge de l'enlèvement des matières de catégorie C2 ne pouvant accéder à l'arrière du site avec la crue de l'Oust, il conviendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'adapter le nombre de bacs de récupération pour faire face à une non prise en charge par le service d'équarrissage lors des épisodes de crue ; • de prévoir le transfert des conteneurs à déchets vers la zone d'enlèvement dans des conditions évitant tout déversement ou renversement de ces conteneurs. <p>L'exploitant transmettra les bordereaux d'enlèvement des déchets de dégrillage pour les semaines 3 à 7 soit du 12/01/2026 au 13/02/2026.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Enlèvement des eaux usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/07/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Enlèvement des eaux usées
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant de la société TDI doit procéder à l'enregistrement journalier des volumes transférés et leur destination. [...]
Constats : L'enlèvement des eaux usées vers la station d'épuration de Bodin à Loudéac est assurée par une Entreprise de Travaux Agricoles (ETA) qui dispose d'un tracteur avec citerne. Ce véhicule peut circuler même avec le niveau d'eau observé dans la cour. Un enlèvement a été réalisé lors de l'inspection. Les heures d'enlèvement et le volume de la citerne (15 ou 20 m ³) sont enregistrés dans l'agenda présents dans la boîte aux lettres près du caisson pour la semaine en cours (n°5) et pour la semaine précédente (n°4 du 19 au 23 janvier).
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Étude de dangers – risque inondation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.181-25
Thème(s) : Maîtrise du risque inondation
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.
Constats : L'étude de dangers (EDD) de l'installation TDI de juillet 1999 indique dans le recensement des risques externes : « <u>1.1.2 Risques d'inondation</u> <i>Le site d'implantation se trouve à proximité de la rivière l'Oust qui pourrait déborder en cas de fortes pluies. Le parking poids-lourds a été relevé de 80 cm. Depuis, il n'a plus été observé de débordement de la rivière sur le parking. La zone n'est pas répertoriée comme une zone inondable d'après les informations de la Direction Départementale de l'Équipement. »</i> La situation et les épisodes de crues par débordement du cours d'eau présente un risque pour l'installation industrielle. Au-delà des pertes économiques engendrées par les dégâts matériels et les arrêts de production, les inondations peuvent être aussi à l'origine d'accidents industriels. Les inondations peuvent également occasionner des pertes d'alimentations électriques et d'utilités, avoir des effets de percussions par des objets dérivants. Dans ce cadre et au regard de la situation actuelle, l'EDD de TDI doit prendre en compte, dans l'analyse

des risques, les risques induits par les aléas naturels, en tant qu'évènement initiateur pouvant conduire à des accidents majeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il conviendra à l'exploitant d'étudier ce phénomène d'inondation et, le cas échéant, justifier la non prise en compte de ce risque naturel dans l'EDD pour le site industriel .

Pour information un guide méthodologique intitulé « Référentiel méthodologique relatif à la maîtrise du risque inondation dans les installations classées », élaboré par l'INERIS est disponible sur le site de l'INERIS: <https://www.ineris.fr/sites/default/files/contribution/Documents/dra-14-141515-03596a-1406203884.pdf>

Ce document présente une démarche d'analyse des risques adaptée au contexte spécifique de cet aléa pour les sites industriels, et propose des outils pratiques d'aide au diagnostic.

Ce guide couvre notamment :

- la caractérisation du risque inondation et l'identification des séquences accidentelles ;
- l'étude du comportement mécanique des équipements industriels vis-à-vis des effets de l'inondation (effets mécaniques et fluidiques, etc.) ;
- l'évaluation, en milieu inondé, de l'intensité des phénomènes dangereux associés aux pertes de confinement induits par les effets de l'inondation ;
- la maîtrise du risque inondation par la définition d'une stratégie de prévention et de protection, via notamment l'élaboration d'une procédure de mise en sécurité sur alerte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois